

# Société civile malgache : Rôle et utilité dans un contexte de crise

Soumis par La Rédaction  
25-02-2008

À l'heure où le pouvoir s'emballe et intensifie les dérives autocratiques ; à l'heure où les partis traditionnels d'opposition désertent un à un le terrain de la lutte politique et se murent dans un mutisme dont on ne sait s'il est volontaire ou s'il est la conséquence d'une inadaptation à la situation, l'on est en droit de se demander si la société civile ne devrait pas investir plus encore dans la vie politique et sociale de la nation.

Avant de répondre à cette question, il est utile de définir ce qu'est la société civile, son rôle et son utilité dans la vie de la cité et ce que l'on est en droit d'attendre d'elle.

## Définition

C'est dans la définition même de la société civile que naît la controverse au sujet de cet acteur majeur de la vie politique et économique, car chacun y va de son explication et de son interprétation et s'en sert suivant les circonstances et les stratégies du moment.

C'est ainsi que l'on dit de la société civile qu'elle peut-être entendue comme : l'ensemble des entités sociales, des acteurs sociaux et des institutions (églises, ONG, syndicats, organisations populaires, groupement de paysans, etc.) qui ne sont pas impliqués directement dans la gouvernance et dans la gestion des affaires publiques, et dont l'action concourt à l'émergence ou à l'affirmation d'une identité sociale collective, à la défense des droits de la personne humaine et au mieux être des populations.

L'Union Européenne, dans le livre Blanc de la gouvernance de l'Union Européenne, définit également la société civile comme un regroupement des organisations syndicales et patronales, des organisations non gouvernementales, des associations professionnelles, des organisations caritatives, des organisations de base, des organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale, municipale, avec une contribution spécifique des Églises et des communautés religieuses.

Mais encore et selon un autre point de vue, on dit que la société civile est : l'ensemble des citoyens d'un État qui, pétris de patriotisme, conscients de leur identité propre s'unissent, s'organisent sur la base des lois définies, et emploient à édifier une nation développée, libre et prospère où chacun s'épanouit et se réalise sans barbarie militaire, sans chauvinisme partisan ni dogmatisme religieux.

Si comme nous venons de le voir, la définition de la société civile peut être sujette à diverses interprétations et points de vue, son rôle est néanmoins plus explicite, ce qui n'empêche malheureusement pas les amalgames. Non seulement de la part des entités internes à la société civile, mais également des entités externes qui essayent de se servir de cette vaste organisation - originellement et idéalement indépendante - à diverses fins.

Généralement, ce sont les partis politiques qui cherchent à obtenir l'appui d'une ou de plusieurs de ces entités publiques, dans le dessein de conquérir le pouvoir ou de le conserver, cela en capitalisant sur le vaste réseau social que constitue la société civile.

## Rôle et utilité

Une fois ces distinctions faites et l'éclairage nécessaire apporté sur l'engagement plus ou moins ambigu que peuvent prendre, volontairement ou involontairement, certaines entités de la société civile, on peut maintenant définir le rôle et l'utilité d'une société civile que nous allons qualifier d'« idéale » et que l'on voudrait réellement dépourvue d'arrière pensées.

La société civile est un ensemble de citoyens, qui regroupés, ont l'ambition de défendre la démocratie et les droits de l'homme, d'asseoir un développement plus équitable et un environnement plus sûr ou tout simplement pour aider ceux qui se trouvent dans le besoin ou améliorer la qualité de vie quotidienne. Elle est également une sentinelle de la gestion politique, économique et sociale qui avec son indépendance, sa diversité, son dynamisme doit veiller à tout dérapage au sein de la société.

Il faut également rappeler, si cela est nécessaire, que la société civile a pour vocation d'être indépendante, largement autosuffisante et autonome de l'État.

Cependant, la société civile peut également jouer un rôle politique, même si on dit qu'elle est par essence « apolitique ». Toutefois, la distinction entre la société civile et les partis politiques se concrétise par le fait qu'elle n'a pas, comme les partis politiques, pour vocation, encore moins pour ambition ni de conquérir, ni d'exercer le pouvoir.

Cela n'empêche pas que la société civile stimule à la participation politique, en accroissant l'efficacité des citoyens, en recrutant et en formant de futurs responsables politiques et en renforçant l'attachement au système démocratique.

Par ailleurs, son rôle consiste également à éduquer la population sur le civisme, sur la notion de politique, sur la démocratie, sur l'État de droit, bref sur tous les principes et fondamentaux de la politique et qui font de la République, de la Nation des notions nobles et sérieuses. Toutes ces actions contribuent finalement à faire reculer l'autoritaire et l'arbitraire et se traduisent par des pressions efficaces en faveur de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Le cas Madagascar

Face à l'hégémonie d'un pouvoir de plus en plus autocratique et donc à la nécessité de réagir et d'agir pour sauver ce qui peut encore être tout en réfléchissant aux moyens d'empêcher que ne se reproduisent les événements actuels, on a vu esquiver certaines organisations qui se réclament pourtant de la société civile.

Elles s'expriment le plus souvent en ces termes : « Nous sommes apolitiques. Dénoncer la pratique du pouvoir s'est arrogé la fonction des partis politiques, ce qui ne relève pas de notre compétence. Nous, société civile, nous nous cantonnons à œuvrer dans le cadre de notre propre association pour venir en aide - concrètement - à la société à travers des donations de fournitures de bases ; Nous laissons le « politique » aux politiciens.

Les entités qui s'expriment de cette façon n'ont évidemment rien compris ni à leur rôle ni à l'importance et à l'utilité de leur engagement en tant qu'acteur de la société civile. Elles contribuent par la futilité de leur déclaration à brouiller la perception que l'opinion a de la société civile, qui du même coup, devient un « four tout » où se créent des associations, qui vivent quelque temps, profitent des avantages divers et variés, et disparaissent aussi vite qu'elles étaient apparues sans véritablement avoir apporté leur pierre à l'édifice.

On peut également différencier les entités qui forment la société civile malgache par la qualité de leur enseignement, de leur réflexion, de leur prise de position, de leur promptitude à agir et à réagir suivant le contexte du moment et en prévision des événements à venir.

Pour illustrer cette affirmation, on peut prendre pour exemple le travail édifiant des organisations comme le SEFAFI, JUSTICE ET PAIX ou encore de l'Église Catholique qui malgré les pressions, les menaces mises à exécution (cas du Père Sylvain URFER, membre du SEFAFI, expulsé sans motifs valables par les autorités) ou pas, continuent d'éclairer l'opinion sur les dangers qu'encourt la Nation Malgache.

A contrario, on peut citer l'exemple du PNOSCM (Plate forme nationale des organisations de la société civile de Madagascar), dirigée par Lalao Randriamampionona, qui pour information est l'épouse du ministre des travaux publics et de la météorologie, et qui reprend comme une longue litanie apprise par cœur, dans une interview accordée à un quotidien de la place, tous les principes qui devraient régir l'existence et l'action des organisations civiles, mais qui à aucun moment n'a prouvé l'utilité des 2000 associations qu'elle prétend représenter.

Au contraire, dans des termes à peine voilés, elle appuie et fait l'apologie du régime en affirmant qu'elle a travaillé à l'élaboration du MAP (Madagascar Action Plan). Or tous ceux qui s'intéressent un tant soit peu à l'actualité de Madagascar, savent dans quelle situation déplorable se trouve ce pays.

Le MAP, prétexte à toutes les dérives

Le MAP justement, qui sert et justifie toutes les dérives d'un régime qui a largement atteint la maturité en termes d'autocratie.

Les diverses élections passées ou à venir, entachées de graves irrégularités ; la modification de la Constitution validée par un référendum largement boycotté par la population ; les nominations unilatérales et illégales en violation des lois et de la Constitution même modifiée ; la dissolution de l'Assemblée nationale pour des motifs invraisemblables, tout cela se fait au nom du MAP et de la prétendue nécessité pour le parti TIM et pour Marc Ravalomanana de monopoliser tous les pouvoirs et de phagocytter toutes les institutions, pour voir se réaliser le développement de Madagascar.

Bref, si avec tous ces exemples vérifiables, illustrant les dérives du régime, le PNOSCM n'a rien à redire, c'est qu'elle n'a plus vocation à être une organisation de la société civile, garante des principes énoncés plus haut. À nos yeux, elle devient un vulgaire « lobby » au service exclusif du pouvoir, qui a pour unique mission d'infiltrer la société civile et de répandre mensonges et propagande au sein des autres entités afin de

les affaiblir et de les détourner de leur mission d'éducation et d'information de l'opinion.

Pour que Madagascar et la Démocratie survivent, il nous faut donc nous interroger sur les déclarations comme celles de l'ALEP (Association pour la Liberté Économique et le progrès social) qui affirme, à juste titre, que : « Le vrai drame des démocraties actuelles, c'est la passivité des citoyens, leur désintérêt pour la communauté, leur indifférence allant jusqu'à l'ignorance des réalités politiques, sociales et économiques. Ne pas agir, c'est subir. Ne nous étonnons pas des déviations de la démocratie si nous sommes de simples spectateurs. Nous finissons par nous en remettre à la société politique, nous plaignant ensuite de son omniprésence et de son incompétence. C'est donc l'engagement personnel, la responsabilité associée à la liberté qui guident l'avenir de la démocratie. Dans cet esprit, la dignité de la personne humaine est aussi de respecter et de défendre la liberté et, pour ce faire, de se vouer au service de la communauté dans le cadre de la société civile ».

À cela et pour finir, on peut ajouter le point de vue de Ralf Dahrendorf qui dit : « Il faut six mois pour organiser des élections, dix ans pour installer une économie de marché, mais une génération pour créer une société civile. Or, sans la société civile, il n'y a pas de démocratie ».

Qu'en sera-t-il de Madagascar et des Malgaches, si nous continuons à garder obstinément la tête enfoncée dans le sable ? Refusant de regarder la réalité en face, espérant une évolution positive, alors même que la démocratie et les libertés individuelles sont sacrifiées sur l'autel d'un projet gouvernemental que l'on sait affligeant de légèreté. Dicté non pas par des impératifs issus de la connaissance et de l'étude des besoins réels de la population, mais des théories vouées à l'échec des bailleurs de fonds et de leur politique de domination et de contrôle des pays qu'ils veulent garder le plus longtemps possible sous leur coupe. Cela, avec la complicité des dirigeants locaux, rompus à la corruption et au sacrifice de la nation, en échange de quelques subsides pourtant toujours plus difficiles à obtenir. La Rédaction